

DOUCE ILLUSION

Données concrètes sur la taxation des aliments
et des boissons et ses effets sur l'obésité

NOVEMBRE 2017



PETER SHAWN TAYLOR

Fédération canadienne des
contribuables

À PROPOS DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES CONTRIBUABLES



Fédération canadienne des contribuables

712-170 Laurier Ave W.

Ottawa, ON

K1P 5V5

La Fédération canadienne des contribuables (FCC) est un organisme à but non lucratif de régime fédéral prônant une réduction des taxes et impôts, une diminution du gaspillage de fonds publics et un gouvernement responsable, prêt à rendre des comptes à ses citoyens. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990, lorsque l'Association of Saskatchewan Taxpayers et la Resolution One Association of Alberta se sont fusionnées afin de créer une association d'envergure nationale. Aujourd'hui, elle compte 130 000 sympathisants d'un bout à l'autre du pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (Saskatchewan et Manitoba), en Ontario, au Québec et dans les Maritimes. Les bureaux régionaux réalisent des recherches et mènent des activités de défense des droits des contribuables au sein de leurs provinces respectives, en plus d'agir en tant qu'organismes régionaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux de la FCC effectuent, chaque mois, des centaines d'entrevues avec les médias, tiennent des conférences de presse et publient régulièrement des communiqués de presse, des commentaires, des interventions en ligne et des publications afin de s'assurer que les revendications des sympathisants de la FCC soient entendues. Ses représentants s'expriment régulièrement dans le cadre de fonctions officielles, font des présentations devant des représentants des gouvernements, rencontrent des politiciens et organisent des pétitions, des conférences et des campagnes afin de mobiliser les citoyens pour que l'on puisse obtenir de réels changements en matière de politiques publiques. Chaque semaine, ses bureaux envoient des commentaires intitulés « Let's Talk Taxes » (Parlons taxes) à plus de 800 médias et personnalités de partout au Canada.

Chaque contribuable canadien appuyant la mission de la FCC peut gratuitement devenir un sympathisant et recevoir notre infolettre « Action Updates » (Nouvelles sur nos actions). Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir la publication phare de la FCC, le magazine « The Taxpayer » (Le Contribuable), publié quatre fois par an.

La FCC est un organisme indépendant, sans aucune affiliation institutionnelle ou partisane. Ses employés, ses membres du conseil d'administration et ses représentants n'ont pas le droit d'être membre de quelque parti politique que ce soit. En 2015-2016, la FCC a amassé 4,7 millions de dollars grâce à 29 102 généreux donateurs. Les dons à la FCC ne sont pas déductibles d'impôt.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Peter Shawn Taylor est envoyé spécial pour la revue *Maclean's* et chroniqueur pour le journal *Waterloo Region Record*. Après avoir obtenu une maîtrise en économie de l'Université de l'Alberta en 1989, il a occupé les fonctions d'analyste principal auprès du caucus libéral de l'Alberta dans les années 1990, sous la direction de Laurence Decore. Il s'est depuis largement consacré au journalisme en écrivant pour divers médias tels que *l'Alberta Report*, *le Canadian Business*, *MoneySense*, *le National Post*, *le Globe and Mail*, *ROB Magazine*, *le Walrus*, *le Reader's Digest*, *Saturday Night*, *Canadian Geographic* et bien d'autres encore. Ses sujets d'intérêt portent notamment sur l'histoire du Canada, les soins aux enfants, l'imposition, la liberté d'expression et d'autres secteurs des politiques publiques. Il habite à Waterloo, en Ontario.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	1
Introduction	2
Partie 1 : la taxation des aliments et des boissons en théorie et en pratique	3
Partie 2 : évaluation des arguments	5
Partie 3 : mise à l'épreuve des taxes sur les aliments et les boissons	6
Première condition : Les prix de vente des boissons et des aliments malsains doivent au moins augmenter du montant de la taxe	6
Deuxième condition : Les consommateurs doivent acheter proportionnellement moins de produits taxés en fonction de la hausse des prix	7
Troisième condition : Les consommateurs ne doivent pas compenser une réduction de leur consommation de boissons et d'aliments taxés en leur substituant des produits tout aussi caloriques.	10
Quatrième condition : Toute diminution de la consommation totale de calories à la suite des taxes sur les aliments et les boissons doit mener à une baisse considérable des statistiques sur l'obésité	12
Partie 4 : autres méthodes pour évaluer les taxes sur les aliments et les boissons	15
Partie 5 : répercussions générales des taxes sur les aliments et les boissons	17
Conclusion	21

RÉSUMÉ

Les propositions de taxes sur les aliments et les boissons sont de plus en plus fréquentes ces dernières années, tout particulièrement au niveau municipal. Par exemple, les recommandations initiales d'instaurer une taxe peu élevée sur les boissons gazeuses (approximativement 5 %) ont récemment laissé place à des revendications pour un taux de taxation de plus de 20 %. (Voir page 6.)

La taxation des aliments et des boissons, spécialement des boissons gazeuses, est souvent mise de l'avant comme solution simple et pratique pour mettre un frein à la croissance des taux d'obésité. (Voir page 2.)

Dans les pays et les villes où a été imposée une taxe sur les boissons gazeuses, les faits révèlent que la demande de ces produits a tendance à être inélastique; le contrôle des boissons gazeuses par l'entremise de taxes n'est donc pas un choix judicieux. (Voir page 7-9.)

La taxation des aliments et des boissons encourage le magasinage transfrontalier, les consommateurs cherchant des solutions de rechange moins coûteuses. Il existe des preuves manifestes de ce phénomène à Berkeley (en Californie), à Philadelphie et au Danemark. (Voir pages 7, 11, 18-19.)

Les consommateurs substituent souvent des aliments et des boissons non taxés qui sont tout aussi caloriques aux produits taxés afin de ne pas avoir à changer leur alimentation. C'est notamment le cas aux États Unis et en Hongrie. (Voir page 10.)

La régulation dynamique du métabolisme humain résiste aux effets d'un régime alimentaire imposé de l'extérieur. Par conséquent, les prévisions des pertes de poids engendrées par l'effet de la taxation des aliments et des boissons sont généralement surévaluées par rapport aux résultats réels. (Voir page 10.)

Selon les données concrètes tirées de pays qui ont imposé des taxes sur les aliments et les boissons (comme les États Unis, le Mexique, la France, la Hongrie et le Danemark), aucune amélioration perceptible n'a été observée dans les taux

d'obésité ou l'indice de masse corporelle (IMC). En fait, l'IMC a augmenté ou s'est maintenu depuis l'instauration de la taxe. (Voir page 11-14.)

Des données semblent indiquer que l'obésité est un phénomène tout à fait indépendant de la consommation de boissons gazeuses. Entre 2004 et 2015, la consommation canadienne de boissons gazeuses par habitant a chuté de 27 % et la consommation globale de boissons sucrées a baissé de 12 %, tandis que les taux d'obésité ont grimpé, tant pour les hommes que pour les femmes. (Voir page 13.)

La taxation des aliments et des boissons fait partie des interventions de prévention de l'obésité les moins rentables et les moins efficaces. Selon les conseillers de la société McKinsey & Company, cette intervention se classe au 13e rang parmi les 16 stratégies possibles et a reçu la cote la plus faible pour la force probante. (Voir page 15.)

La taxation des aliments et des boissons est régressive et affecterait démesurément les Canadiens à faible revenu. (Voir page 17.)

Les nouvelles taxes sur les aliments et les boissons engendrent souvent des conséquences négatives involontaires. À Philadelphie, une nouvelle taxe sur les boissons gazeuses a arbitrairement avantagé les épiceries dans les banlieues aux dépens des épiceries dans les zones urbaines; cela met donc en danger la disponibilité des aliments nutritifs dans les zones centrales à faible revenu. (Voir page 18-20.)

Malgré leur inefficacité à réduire les taux d'obésité ou à améliorer l'état de santé de la population, les taxes sur les aliments et les boissons constituent une nouvelle source de revenus attrayante pour le gouvernement. Cela ne devrait toutefois pas être considéré comme un argument en faveur de cette intervention. Évaluées selon les principes d'une politique fiscale saine – équité, efficacité et nécessité –, les taxes sur les aliments et les boissons échouent sur tous les points. (Voir page 21.)

INTRODUCTION

Comme une bouteille de boisson gazeuse trop brassée, la taxation des aliments et des boissons s'est répandue dans le milieu des politiques publiques avec une rapidité et une force surprenantes. Motivés par un besoin ressenti de s'attaquer au problème de l'obésité, les gouvernements du monde entier – tant dans les pays développés que dans les pays en développement, aux niveaux local et national – ont mis en place un large éventail de nouvelles taxes sur les aliments et les boissons. La France, le Danemark, la Hongrie et le Mexique, en plus de plusieurs grandes villes américaines, ont adopté des politiques en la matière dans les dernières années.

Soutenues par d'importantes campagnes de pression de groupes activistes en santé publique bien subventionnés, ces nouvelles taxes ont pour objectif de changer de force les habitudes alimentaires des citoyens. Grâce à l'augmentation du prix des aliments à haute teneur calorique, les consommateurs devraient normalement changer leur alimentation et diminuer leur consommation de calories. Ce sont les études subventionnées par ces mêmes groupes activistes qui mettent de l'avant l'idée que les taxes peuvent réduire l'obésité. Par exemple, au Canada, un rapport publié en 2017 et subventionné par une coalition d'organismes de santé publique soutient qu'une taxe sur les boissons gazeuses de 20 % imposée pendant les 25 prochaines années permettrait de sauver la vie de 13 000 personnes, de diminuer drastiquement le poids global du Canadien moyen et de prévenir des centaines de milliers de cas de diverses maladies, comme le diabète, le cancer et les maladies du cœur. Comme c'est le cas pour toute proposition de politique publique, les affirmations en faveur d'une taxe sur les boissons gazeuses, les aliments ou d'autres boissons doivent être minutieusement examinées. Est-ce que les taxes peuvent produire un effet permanent et visible sur l'alimentation et la prévalence d'une maladie à l'échelle nationale?

Cet article se penche sur les arguments théoriques qui sous-tendent l'hypothèse selon laquelle la taxation des aliments et des boissons peut réduire l'obésité et améliorer la santé publique. Ces arguments seront ensuite évalués en fonction des données concrètes tirées des territoires qui ont récemment adopté de telles politiques. Cet article peut donc

être considéré comme la suite du rapport *Taxes au menu : Pourquoi les taxes sur les aliments et les boissons ne feront pas maigrir les Canadiens, mais engraisseront énormément leurs gouvernements*, publié en 2013 par la FCC. L'accès à un vaste éventail de nouvelles recherches, tirées de la littérature scientifique et de la récente mise en place de taxes sur les aliments et les boissons à travers le monde, justifie cette mise à jour. Les constatations, toutefois, n'ont pas changé.

Malgré les acclamations croissantes en faveur de nouvelles taxes plus élevées sur les aliments, un examen objectif des faits révèle une absence frappante de résultats concluants à long terme. Bien que ces mesures fiscales puissent réussir à augmenter le prix de certains aliments, l'ampleur de ces changements est incertaine. Les consommateurs réagissent bel et bien à l'augmentation des prix, mais ces réactions sont bien souvent imprévisibles ou confondues avec d'autres motivations, ce qui mine les efforts déployés pour contrôler l'alimentation par l'entremise du système fiscal. Une foule de données concrètes démontre également l'absence de toute corrélation entre la consommation de boissons gazeuses et les taux d'obésité nationaux. Le résultat ultime des mesures fiscales sur l'alimentation est donc généralement si minime qu'il est sans intérêt. Dans quelques cas, les efforts déployés pour améliorer l'alimentation des citoyens par l'entremise de taxes ont entraîné des conséquences involontaires qui pourraient aggraver leur état de santé. Par exemple, la consommation de bière ou de boissons alcoolisées pourrait augmenter ou la disponibilité des aliments nutritifs dans les zones centrales à faible revenu pourrait être limitée. Les subventions accordées pour promouvoir l'achat de fruits et légumes peuvent par le fait même augmenter les ventes d'aliments malsains. Ce genre de conséquences mettent en évidence les grandes complications liées au contrôle de l'alimentation des citoyens par l'entremise du système fiscal.

Malgré les demandes agressives et urgentes des groupes de pression de la santé publique, la prépondérance des données démontre que la taxation des aliments et des boissons n'a aucune incidence visible sur l'obésité. Rien que pour cette raison, le Canada devrait s'en tenir loin.

PARTIE 1 :

LA TAXATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS EN THÉORIE ET EN PRATIQUE

Selon la croyance populaire, la récente hausse des taux d'obésité à l'échelle mondiale est le résultat d'une alimentation moderne à haute teneur en glucides et en matières grasses. Certains aliments et boissons ont été déclarés les principaux coupables de cette situation – tout particulièrement les boissons gazeuses édulcorées. En conséquence de quoi, les efforts déployés pour réduire l'obésité à l'échelle locale ou nationale sont souvent axés sur la nécessité d'augmenter le prix de ces produits afin de convaincre les citoyens d'en consommer moins.

L'hypothèse selon laquelle la taxation des aliments et des boissons permet de faire maigrir la population et de la garder en santé est un concept instinctivement attirant. En théorie, cela semble être une affirmation logique. Elle mérite cependant un examen attentif. Pour que les taxes sur les aliments et les boissons réussissent à diminuer les taux d'obésité nationaux, les consommateurs doivent se comporter exactement comme le prévoient les défenseurs de telles politiques. Notamment, quatre principales conditions essentielles, qui sont interreliées, doivent être respectées. Si un de ces liens se relâche, le concept échoue inévitablement.

Première condition : Les prix de vente des aliments et des boissons malsains doivent augmenter d'un montant comparable à la taxe.

Deuxième condition : Les consommateurs doivent acheter proportionnellement moins de produits taxés en fonction de la hausse des prix.

Troisième condition : Les consommateurs ne doivent pas substituer ces aliments et boissons à des produits ayant la même teneur calorique afin de compenser toute baisse de leur consommation.

Quatrième condition : Toute diminution de la consommation totale de calories à la suite des taxes sur les aliments et les boissons doit mener à une baisse considérable des taux d'obésité.

En plus d'examiner la littérature didactique pour dégager les arguments théoriques ou prévisionnels en lien avec la taxa-

tion des aliments et des boissons, cet article se base sur les données des territoires qui ont déjà adopté ces taxes. Évaluer ces quatre conditions à la lumière des données concrètes est une étape nécessaire dans l'examen de ces politiques.

Les pays ciblés sont:

États Unis

Depuis des années, les États Unis taxent les boissons gazeuses et les sucreries à l'échelle des États. Actuellement, 33 États ont imposé des taxes sur les boissons gazeuses à un taux se situant entre 2 % et 7 %. Bon nombre de ces taxes remontent à la grande dépression des années 1930 et ont été imposées à des fins de recettes fiscales. Cette longue expérience avec les taxes sur les boissons gazeuses à taux variés est une véritable mine de renseignements qui permet d'évaluer l'efficacité des taxes sur l'évolution de l'obésité. Récemment, des municipalités américaines ont adopté des taxes sur les boissons gazeuses à des fins explicites de santé publique. En 2015, la ville de Berkeley, en Californie, est devenue la première ville américaine à imposer une taxe de 0,01 \$ par 30 ml sur les boissons gazeuses édulcorées dans le but de réduire les taux d'obésité locaux. De nombreuses autres grandes métropoles, comme Philadelphie, Seattle, Chicago et San Francisco, ont suivi la même voie.

Danemark

En 2011, le Danemark a été le premier à imposer une taxe sur les matières grasses d'environ 3 \$ (en dollars canadiens dans le texte, sauf mention contraire) par kilogramme de matières grasses pour tous les aliments dont la teneur en matières grasses est supérieure à 2,3 %. Il s'agissait d'un casse-tête administratif, car la taxe s'appliquait au beurre, à la margarine et aux croustilles, mais pas à certains produits jugés sains, comme le lait et les noix. La viande était taxée selon un taux standardisé, indépendamment de la teneur réelle en matières grasses de la viande ou de la découpe. Le mécontentement généralisé de la population envers la taxe et ses incidences ont entraîné la révocation de cette mesure fiscale 15 mois plus tard. En 2014, le Danemark a également éliminé la taxe sur les boissons gazeuses qui était en place depuis des dizaines d'années et a renoncé à ses plans d'imposer de nou-

velles taxes sur le sucre.

Hongrie

En 2011, la Hongrie a créé un ensemble complet de taxes sur les aliments et les boissons gazeuses qui contiennent des quantités jugées excessives de sucre, de sel et de caféine. La taxe alimentaire pour la santé publique (mieux connue sous l'acronyme hongrois *NETA*) s'applique à une grande variété de boissons gazeuses, de sucreries, de collations salées, de condiments et même de confitures.

France

En 2012, la France a imposé un droit d'accise à taux fixe d'approximativement 0,09 \$ par litre (soit d'environ 5 %) sur toutes les boissons gazeuses, et ce, qu'elles soient édulcorées naturellement ou artificiellement. Le taux de taxation est révisé chaque année pour tenir compte de l'inflation. Un taux de taxation plus élevé de 1,50 \$ par litre a été imposé sur les boissons énergisantes en 2014.

Mexique

En 2014, le Mexique a adopté une taxe d'environ 10 % (1 peso par litre) sur toutes les boissons édulcorées (à l'exception des boissons laitières ou alcoolisées) et une taxe de 8 % sur la malbouffe, comme les croustilles et les sucreries. Cette taxe a été soigneusement examinée dans le cadre du débat sur la taxation des boissons gazeuses.

Canada

Bien que le Canada ait jusqu'à maintenant évité d'imposer des taxes sur des aliments et des boissons en particulier, le gouvernement des Territoires du Nord Ouest a annoncé son intention de mettre en place une taxe sur les boissons gazeuses pour l'exercice budgétaire 2018 2019. En prévision, les tendances actuelles canadiennes donnent des leçons importantes quant à la fiabilité des propositions de taxes sur les aliments et les boissons et les projections relatives à la prévention de maladies et à la perte de poids.

Puisque les données concrètes de ces pays sont cruciales à l'évaluation de l'efficacité des taxes sur les aliments et les boissons dans la réduction de l'obésité, nous soulignerons les résultats significatifs ou importants du monde entier avec un drapeau dans nos varia PLEINS FEUX.



PARTIE 2 : ÉVALUATION DES ARGUMENTS

La question de l'objectif et de l'efficacité des taxes sur les aliments et les boissons est devenue un véritable champ de bataille dans le secteur des politiques publiques. Il est courant que les arguments des groupes d'industrie, composés des détaillants et des fabricants de boissons gazeuses, soient rejetés dès le départ sous prétexte qu'ils représentent des exemples d'efforts de lobbyisme évidents et intéressés. Bien que ces groupes défendent leur position dans leur propre intérêt, il faut mentionner que nombre de leurs opposants font la même chose. Quelques-uns des plus fervents et éminents défenseurs de la taxation des aliments et des boissons ont propulsé leur carrière et se sont forgé une solide réputation grâce à la mise en place de ce genre de politiques. Ces campagnes peuvent également être motivées par une animosité personnelle envers les entreprises et le capitalisme en général. Par exemple, Barry Popkin, professeur de nutrition à la University of North Carolina, est un chercheur prolifique dans le domaine des taxes sur les boissons gazeuses et est souvent amené à commenter le sujet dans les médias. Sur son site Web personnel, il se décrit de façon éloquente comme étant un « militant politique » avec une « perspective marxiste et maoïste¹ ». Les chercheurs ne devraient pas tous être considérés des experts impartiaux ou objectifs.

De même, de nombreuses études qui affirment évaluer l'utilité de la taxation des aliments et des boissons gazeuses ont reçu des subventions d'organismes qui promeuvent ce genre de politiques comme principe fondamental. Prenons comme exemple l'organisme Bloomberg Philanthropies. Créé par Michael Bloomberg, milliardaire et ancien maire de New York (qui a déjà essayé d'interdire la vente de boissons gazeuses de grand format dans la ville), Bloomberg Philanthropies a pour objectif « d'augmenter les taxes sur les boissons sucrées »² et de subventionner les projets qui soutiennent cet objectif.

Au Canada, la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC est également connue pour sa fervente défense des taxes sur les boissons sucrées. Dans ce contexte, si la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC commande un rapport à des chercheurs universitaires pour examiner les effets d'une taxe de 20 % sur les boissons gazeuses sur la santé publique, l'étude devrait être considérée comme une continuité des efforts de lobbyisme de l'organisme. Il faudrait toujours considérer une étude subventionnée par un organisme à la lumière de la prédisposition de l'organisme en question à encourager la taxation des boissons gazeuses ou, au contraire, à s'y opposer. Il est également pertinent de noter que de telles propositions suggèrent de consacrer les recettes fiscales générées aux activités de promotion de la santé qui sont déjà organisées par ces mêmes organismes. L'intérêt financier peut donc être considéré comme un facteur qui joue un rôle dans la promotion des taxes sur les aliments et les boissons.

Les complications des allégeances et des préjugés partisans au sein du débat démontrent une fois de plus la nécessité de compiler et d'examiner soigneusement les données concrètes : il pourrait s'agir de notre seule source de données objectives.

¹ The Nutrition Transition website. "[Popkin background](#)," Consulté le 4 avril 2017

² Bloomberg Philanthropies website. "[Obesity Prevention](#)," Consulté le 14 novembre 2017

PARTIE 3 : MISE À L'ÉPREUVE DES TAXES SUR LES ALIMENTS ET LES BOISSONS

PREMIÈRE CONDITION : LES PRIX DE VENTE DES BOISSONS ET DES ALIMENTS MALSAINS DOIVENT AUGMENTER D'UN MONTANT COMPARABLE À LA TAXE

L'objectif manifeste de la taxation des boissons et aliments malsains est de les rendre moins abordables pour les consommateurs. Mais dans quelle mesure? Dans un article marquant publié en 2000, Kelly Brownell, actuel doyen de la Sanford School of Public Policy de la Duke University, a défendu l'instauration d'une « faible » taxe nationale sur les boissons gazeuses d'environ 5 % aux États Unis comme solution efficace pour réduire la consommation de ces produits³. Toutefois, dans les dernières années, M. Brownell et son fréquent collaborateur Barry Popkin ont défendu l'instauration de taxes beaucoup plus élevées – de l'ordre de 20 % ou supérieures⁴.

La hausse de la demande de boissons gazeuses aux États Unis démontre que l'instauration de faibles taxes à l'échelle des États n'a pas eu l'effet escompté⁵. Pour remédier à cette situation, les défenseurs de la taxation affirment maintenant que des taxes plus élevées permettraient d'atteindre cet objectif. Afin de déterminer si l'augmentation du taux de taxation est réellement efficace, des chercheurs américains ont étudié l'incidence des taux de taxation supérieurs à la moyenne adoptés en 1992 en Arkansas et en Ohio. Ils ont comparé la consommation de boissons gazeuses et de calories de ces États à ceux d'États dont la population avait un profil de poids similaire, mais n'imposaient pas de taxes élevées. Ils sont arrivés à la conclusion suivante [traduction] : « Nos résultats remettent sérieusement en question les hypothèses formulées par les défenseurs de la taxe élevée sur les boissons

gazeuses selon lesquelles celle-ci aurait une incidence sur le poids de la population⁶ ».

Peu importe si la taxe est élevée ou non, la plupart des partisans des politiques fiscales supposent que le prix de des produits ciblés augmentera du montant du taux de taxation officiel, mais cela dépend du type de taxe imposé. Cette supposition est raisonnable s'il s'agit d'une taxe de vente au détail payée par les consommateurs au moment de l'achat (comme c'est le cas de la taxe de vente harmonisée ou des taxes de vente provinciales). Les défenseurs des politiques fiscales préconisent plutôt une taxe d'accise imposée aux fabricants. A priori, les taxes d'accise sont plus faciles à percevoir et permettent de décourager plus efficacement les consommateurs d'acheter ces produits, puisque leur prix de vente augmente. Les données concrètes semblent toutefois indiquer qu'un processus beaucoup plus compliqué qu'il n'y paraît est à l'œuvre. Indépendamment du taux de la taxe d'accise, le prix de vente final dépend toujours des décisions du marché. Si les fabricants ou les détaillants alimentaires croient que les consommateurs réagiront fortement et négativement à une augmentation du prix, il est possible qu'ils n'augmentent pas les prix du montant complet de la taxe. Cela aura donc tendance à atténuer les effets désirés de la taxe sur les consommateurs. Il est également possible que les vendeurs décident d'augmenter les prix d'un montant supérieur à la taxe d'accise. Ce serait le cas notamment s'ils ont résisté à la hausse des prix par le passé ou s'ils estiment que le marché peut assumer de nouveaux coûts plus élevés. Cela aura tendance à accentuer les effets de la taxe. Par ailleurs, il se peut que les prix augmentent du montant exact de la taxe, comme souhaité. Selon des données récentes, les trois scénarios peuvent se produire.

³. Jacobson, Michael et Kelly Brownell. « [Small Taxes on Soft Drinks and Snack Foods to Promote Health](#) » in *American Journal of Public Health*, 2000, vol. 90, no 6

⁴. K. D. Brownell et coll., « [The Public Health and Economic Benefits of Taxing Sugar-Sweetened Beverages](#). », *New England Journal of Medicine*, 2009, vol. 361, no 16.

⁵. Jason Fletcher et coll., « [Can Soft Drink Taxes Reduce Population Weight?](#) », *Contemporary Economic Policy*, 2010, vol. 28, éd. 1.

⁶. Jason Fletcher et coll., « [Non-linear effects of soda taxes on consumption and weight outcomes](#) », *Health Economics*, 2015, vol. 24.



PLEINS FEUX SUR BERKELEY

En 2015, la ville de Berkeley est devenue la première ville américaine à adopter une taxe d'accise de 0,01 \$ par 30 ml sur les boissons gazeuses, les boissons énergisantes et les thés glacés. Les boissons alcoolisées, les jus de fruits purs à 100 % et les produits laitiers n'étaient pas touchés par la taxe, et ce, quelle qu'ait été leur teneur en sucre. À l'aide de données recueillies en magasin, les économistes John Crowley et David Frisvold ont étudié les prix avant et après l'instauration de la taxe à Berkeley et dans les villes avoisinantes. Selon leurs données, les taxes n'ont pas été entièrement transmises aux consommateurs, les prix au détail n'ayant augmenté que de 43 % du montant de la taxe. Les chercheurs ont pointé du doigt le magasinage transfrontalier comme moyen d'éviter la taxe. En d'autres mots, les résidents de Berkeley se sont simplement déplacés à l'extérieur de la ville pour acheter leurs boissons gazeuses. Les magasins à Berkeley ont été forcés de baisser leurs prix pour ne pas perdre de clients. La taxe a donc entraîné une hausse des prix qui était moitié moins élevée que le prix escompté au moment de l'achat⁷. Le phénomène qui s'est produit à Berkeley semble indiquer que les autorités locales ou provinciales voulant instaurer une taxe sur les aliments ou les boissons feront face à d'importants problèmes.

ressources, comme les matières premières ou la main-d'œuvre, ou de l'opportunisme des fabricants ou des détaillants. Quelle que soit la raison, les facteurs externes, comme la concurrence, l'emplacement géographique et les débouchés commerciaux, peuvent perturber ou compliquer l'instauration d'une nouvelle taxe.

Une récente comparaison des prix des boissons dans des régions limitrophes de la France (où il y a une taxe sur les boissons) et de l'Italie (où il n'y a pas de taxe sur les boissons) dévoile des résultats étonnamment diversifiés. Le prix des boissons gazeuses édulcorées naturellement semble ne pas être touché par l'imposition de la taxe, tandis que les boissons fruitées et les boissons diètes ont connu des hausses de prix significatives. En outre, cela indique que les détaillants disposent d'une marge de manœuvre considérable pour influencer sur le transfert de la taxe d'accise sur les boissons⁹.

En résumé, cette condition n'est pas respectée de façon constante. Selon le cas, le taux de répercussion de la taxe est supérieur ou inférieur à la taxe d'accise réelle en raison des réactions du marché.

DEUXIÈME CONDITION : LES CONSOMMATEURS DOIVENT ACHETER PROPORTIONNELLEMENT MOINS DE PRO- DUITS TAXÉS EN FONCTION DE LA HAUSSE DES PRIX.

Tout comme il semble logique, bien que ce soit incorrect, qu'une nouvelle taxe d'accise entraîne inévitablement une hausse du prix d'un produit du montant exact de la taxe, la baisse de la consommation d'un produit en raison de la hausse de son prix semble tout aussi logique. Bien qu'on puisse s'attendre raisonnablement à ce que les consumma-

Ailleurs, certaines données indiquent une hausse des prix supérieure au montant de la taxe d'accise, ce qui peut améliorer l'effet de la taxe sur les prix de vente. En Hongrie, à la suite de l'instauration de la taxe alimentaire pour la santé publique, la hausse réelle du prix d'un cola ordinaire s'élevait à 5,3 %, tandis que le montant de la taxe correspondait à une hausse de 3,1 %. La répercussion de l'impôt à la hausse s'est également produite dans d'autres pays⁸. Ce phénomène peut être le résultat de changements simultanés du coût des

⁷ John Crowley et David Frisvold, « [The Incidence of Taxes on Sugar-Sweetened Beverages: The Case of Berkeley California](#) », *NBER Working Paper*, 2015, no 21465.

⁸ Ecorys. « [Food taxes and their impact on competitiveness in the agri-food sector](#). » juillet 2014

⁹ Fabrice Etilé et coll., « [The Incidence of Soft-drink Taxes on Consumer Prices: Evidence from the French 'Soda' tax](#). », article présentée à la 34e édition des Journées de microéconomie appliquée, juin 2017.

teurs réagissent à ces hausses de prix en réduisant leur consommation, il est faux de croire que cette baisse correspondra parfaitement au taux de taxation, tout particulièrement lorsque le produit en question est un besoin essentiel (comme de la nourriture).

Le rapport entre hausses de prix et décisions d'achat dépend de la perception des consommateurs quant à la valeur du produit et de la nature de la demande. C'est ce que les économistes appellent *élasticité*. Le produit est qualifié d'élastique si la baisse de la demande est supérieure à la hausse de son prix. C'est souvent le cas pour les produits de luxe ou non essentiels, comme les billets d'avion ou les bijoux de diamants. Si la baisse de la demande est inférieure à la hausse du prix, le produit est considéré comme inélastique. La demande de nécessités, comme l'électricité ou le carburant, est qualifiée d'inélastique, puisqu'il est difficile, voire impossible, de subsister sans ces produits. Comprendre l'élasticité des boissons gazeuses et d'autres aliments malsains est une étape cruciale dans l'évaluation de l'incidence potentielle de la taxation de ces produits.

Si la demande de boissons gazeuses est inélastique, les efforts déployés pour contrôler les achats par l'entremise de taxes ne seront jamais à la hauteur des attentes. La consommation des produits taxés peut diminuer d'un pourcentage considérablement inférieur au montant de la taxe. Ainsi, les consommateurs contrent les efforts des partisans des politiques fiscales visant à contrôler leur alimentation. Les consommateurs ont également le choix de faire des provisions du produit en prévision de l'instauration de la taxe. Ce phénomène semble tout d'abord être une baisse de la consommation, mais au fur et à mesure que les réserves des ménages s'épuisent, la demande revient à la normale. Il se peut également qu'après une baisse initiale de la demande en raison de la taxe, les consommateurs décident que le produit en vaut assez la peine pour reprendre leurs habitudes de consommation d'origine. Toutefois, si la demande est élastique, la baisse de la consommation est supérieure au montant de la taxe, ce qui accentue l'effet net de la taxe.

Les études qui promeuvent l'efficacité de la taxation des aliments et des boissons présument généralement que la demande de ces produits est élastique¹⁰. La prévision des résultats est donc exagérée, puisque les études supposent que les consommateurs réagiront fortement à la nouvelle taxe. Selon les données concrètes, c'est cependant le contraire qui se produit : la demande de boissons gazeuses est inélastique, puisque la baisse de la consommation est généralement plus faible que le montant de la taxe.

Un rapport publié en 2014 par le cabinet de conseil Ecorys pour la Commission européenne a étudié l'incidence de la variation des prix sur l'industrie alimentaire à la suite de l'imposition de taxes sur les aliments et les boissons au Danemark, en Finlande, en France et en Hongrie. Les constatations indiquent que la demande de boissons gazeuses et de malbouffe connaît une tendance à l'inélasticité. Par exemple, au cours de l'année suivant l'imposition de la taxe sur les matières grasses au Danemark, le prix du beurre a augmenté de 13 %, mais la demande n'a diminué que de 5 %. En France, la consommation de colas édulcorés n'a baissé que de 3,3 %, malgré une hausse des prix de 5 %. Quant à la Hongrie, la hausse de 3,5 % du prix des sucreries, à la suite de l'instauration de la taxe alimentaire pour la santé publique, n'a eu aucune incidence visible sur la demande. Le rapport d'Ecorys se conclut ainsi [traduction] : « Les baisses de la demande découlant de l'instauration de taxes sur les aliments sont en général proportionnellement inférieures à la hausse des prix, ce qui est un signe de l'inélasticité de la demande d'aliments¹¹ ».

¹⁰ Amanda Jones et coll., « [The Health and Economic Impact of a Tax on Sugary Drinks in Canada](#) », University of Waterloo, School of Public Health and Health Systems, février 2017.

¹¹ Ecorys, 2014.



PLEINS FEUX SUR LE MEXIQUE

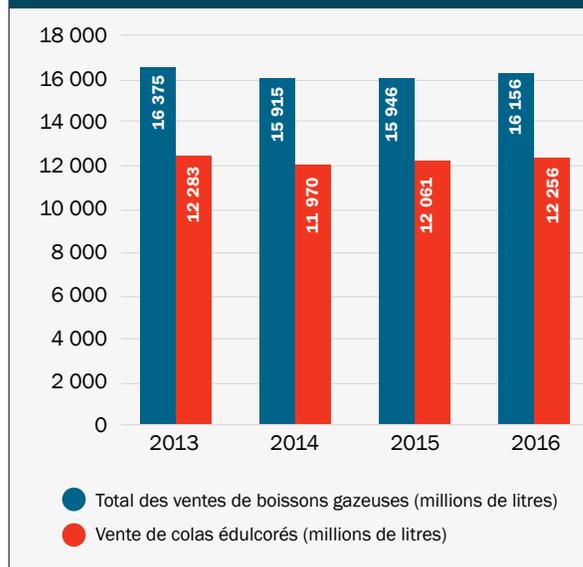
Une taxe sur les boissons gazeuses de 10 % mise en place en janvier 2014 a été saluée comme une intervention efficace et décisive en matière de santé publique. Selon la recherche scientifique publiée par Barry Popkin et ses collaborateurs dans le *British Medical Journal* (et subventionnée par Bloomberg Philanthropies), la taxe de 10 % a entraîné une baisse des ventes de boissons gazeuses de 6 % au cours de la première année, après avoir été ajustée pour prendre en compte divers facteurs¹². Dans un article de suivi, rédigé par le même groupe de recherche, la réduction globale de la demande de boissons sucrées au cours des deux premières années était de 7,6 %¹³. Bien que la taxe ait généré des recettes fiscales supérieures aux prévisions, il reste que la baisse de la consommation est inférieure au montant de la taxe, ce qui indique que la demande connaît une tendance à l'inélasticité. Mais pourquoi les consommateurs continuent-ils de boire des boissons gazeuses même si elles sont maintenant plus chères? De toute évidence, les habitudes et les préférences jouent un rôle important. De plus, les approvisionnements municipaux en eau sont souvent peu fiables et les boissons gazeuses sont considérées comme une source d'hydratation sécuritaire et utile au Mexique.

De plus, l'étude de Barry Popkin emploie une méthode obscure de calcul de la consommation de boissons gazeuses en fonction des conditions météorologiques, de la démographie, des tendances des ventes et d'autres facteurs déterminés au préalable par les chercheurs; soulignons que les chercheurs se sont qualifiés de fervents partisans de ces politiques fiscales et que leur travail est subventionné par Bloomberg Philanthropies, un organisme en faveur de la taxe sur les boissons gazeuses. D'autres observateurs, ceux-ci impartiaux, décrivent l'état de la demande de boissons gazeuses au Mexique d'une manière bien différente. Par exemple, la société de recherche commerciale Euromonitor a récemment résumé la situation ainsi [traduction] :

À la suite de l'entrée en vigueur de la taxe spéciale sur les boissons édulcorées en 2014, l'industrie des boissons gazeuses s'était presque entièrement rétablie en 2016. L'industrie connaît une croissance soutenue, favorisée par le lancement de nouveaux produits par les fabricants et les réajustements des budgets des consommateurs¹⁴.

Selon les chiffres des ventes d'Euromonitor pour le Mexique, bien que les ventes de boissons gazeuses soient passées de 16 375 millions de litres en 2013 à 15 915 millions de litres en 2014 à la suite de l'instauration de la taxe, la consommation est depuis retournée à la normale, s'élevant à 16 156 millions de litres en 2016, et semble connaître une croissance constante. La même tendance est visible pour les colas édulcorés, la catégorie de boissons la plus importante au pays. Par habitant, la consommation de boissons gazeuses est une fois de plus à la hausse au Mexique. On peut considérer ces données comme une preuve supplémentaire de l'inélasticité de la demande.

Vente de boissons gazeuses au Mexique



Source : Euromonitor, Fév 2017

En résumé, les taxes sur les aliments et les boissons peuvent réduire la consommation, mais cette réduction est généralement inférieure au montant de la taxe en raison de l'inélasticité de la demande. Il est également possible qu'au fil du temps, les réductions d'origine fiscale s'atténuent, voire disparaissent entièrement, car les consommateurs reprennent leurs anciennes habitudes. Cela prouve donc que les consommateurs contrent le plein effet de toute alimentation influencée par l'instauration de taxes.

¹². Arantxa Colchero et coll., « [Beverage purchases from stores in Mexico under the excise tax on sugar sweetened beverages: observational study](#) », *British Medical Journal*, 2016, vol. 352, h6704.

¹³. Arantxa Colchero et coll., « [In Mexico, Evidence of Sustained Consumer Response Two Years After Implementing a Sugar-Sweetened Beverage Tax](#) », *Health Affairs*, 2017, vol. 36, no 3.

¹⁴. Euromonitor, [Soft Drinks in Mexico: Executive Summary](#). février 2017

TROISIÈME CONDITION : LES CONSOMMATEURS NE DOIVENT PAS COMPENSER UNE RÉDUCTION DE LEUR CONSOMMATION DE BOISSONS ET D'ALIMENTS TAXÉS EN LEUR SUBSTITUANT DES PRODUITS TOUT AUSSI CALORIQUES

Dans le monde théorique d'un planificateur central de l'alimentation, les taxes sur les aliments et les boissons seraient transférées entièrement aux consommateurs, qui réduiraient ensuite leur consommation de ces produits malsains du même montant que celui de la taxe. Cependant, même si ces deux conditions sont toujours respectées (ce qui n'est pas toujours le cas comme nous avons pu l'observer), il existe plusieurs façons pour les taxes d'échouer à provoquer un changement permanent lié au régime alimentaire ou au poids.

Tout d'abord, de nombreux exemples démontrent que le corps humain cherche involontairement à maintenir un poids constant au moyen de la régulation dynamique du métabolisme. À la suite de régimes imposés de l'extérieur ou d'un pontage gastrique, par exemple, le taux de perte de poids causé par une diminution de la consommation de calories semble diminuer au fil du temps¹⁵. La même chose est vraie pour un régime imposé par la taxation. Une recherche récente sur l'efficacité des taxes sur les boissons gazeuses a révélé que la plupart des études sur les taxes supposent à tort qu'il existe une relation directe entre la diminution de la consommation de calories et la perte de poids, une hypothèse qui exagère considérablement la perte de poids réelle découlant des taxes sur les boissons gazeuses¹⁶. Avec le temps, toute diminution de la consommation de calories imposée de l'extérieur réduira en efficacité; ce phénomène contrecarre les projets d'imposer les Canadiens jusqu'à la minceur.

Ensuite, les consommateurs peuvent chercher délibérément des substituts moins chers, mais tout aussi caloriques, pour remplacer les aliments et les boissons dont les prix ont

augmenté en raison des taxes. De la même façon que le corps cherche à maintenir un poids cible, les consommateurs peuvent aussi décider, de manière volontaire, de maintenir leur apport calorique quotidien à un certain niveau, quelles que soient les interventions de politique publique. Grâce à l'important ensemble de données fournies par les expériences menées aux États Unis en matière de taxes sur les boissons gazeuses à l'échelle des États au cours des dernières décennies, les effets de telles substitutions sont simples à évaluer.



PLEINS FEUX SUR LES ÉTATS UNIS

Le chercheur en soins de santé Jason Fletcher de la School of Public Health à l'Université Yale et deux coauteurs ont découvert que lorsque les consommateurs font face à une taxe sur les boissons gazeuses, ils se tournent vers le lait et le jus qui peuvent contenir tout autant de sucre, voire plus. En fin de compte, la consommation totale de calories reste la même. Jason Fletcher et ses coauteurs ont conclu que [traduction] « les résultats démontrent que le taux de taxation des boissons gazeuses n'a aucune incidence significative sur la consommation totale de calories. Toute réduction de la consommation de boissons gazeuses a été compensée par la consommation d'autres calories¹⁷. » De même, aux États Unis, une autre étude sur le terrain à propos des achats de plus de 100 ménages a révélé qu'une hausse de 10 % des prix des boissons gazeuses a mené à une augmentation considérable de la consommation de bière¹⁸.

Dans la littérature didactique, il est très fréquent d'obtenir des résultats déconcertants du fait que les consommateurs remplacent les boissons ou les aliments malsains taxés par des produits hypercaloriques ou alcoolisés. En 2011, une expérience australienne au cours de laquelle des enfants

¹⁵ David E. Cummings et coll., « [Plasma Ghrelin Levels after Diet-Induced Weight Loss or Gastric Bypass Surgery](#) », *New England Journal of Medicine*, 2002, vol. 346, no 21.

¹⁶ Biing-Hwan Lin et coll., « [Measuring weight outcomes for obesity intervention strategies: The case of a sugar-sweetened beverage tax](#) », *Economics and Human Biology*, 2011, vol. 9, no 4, p. 329-341.

¹⁷ Jason Fletcher et coll., 2010.

¹⁸ Brian Wansick et coll., « [From Coke to Coors: A Field Study of a Fat Tax and its Unintended Consequences](#) », disponible sur SSRN 2079840 (2012), 29 juillet 2014.

mangeaient des produits laitiers allégés n'a révélé aucun changement dans la consommation totale de calories puisque les sujets ont augmenté leur apport calorique provenant d'autres produits¹⁹. En Hongrie, la taxe alimentaire pour la santé publique sur les collations salées a mené à l'achat accru de maïs soufflé, qui n'est pas assujéti à la taxe, mais qui peut être tout aussi salé et gras que les croustilles ou les noix²⁰.

En plus de la substitution des calories, il existe d'autres façons pour les consommateurs de chercher des substituts pour les produits taxés. Selon un rapport d'Ecorys concernant l'expérience européenne avec les taxes sur les aliments, les consommateurs montrent un intérêt solide à changer de produits ou de magasins pour économiser ou pour conserver leurs choix actuels en matière d'aliments et de boissons²¹. En fonction de la nature de la taxe, Ecorys remarque que les consommateurs peuvent passer des marques de première qualité aux produits génériques ou choisir d'effectuer leurs achats dans des magasins à bas prix. Un tel comportement de changement minera également le résultat escompté de la taxe en limitant son incidence complète sur les prix au détail.

La probabilité que la taxe pousse les Danois à acheter les produits taxés en Allemagne ou en Suède a été soulevée par les entreprises et les syndicats avant sa mise en place. Avant la taxe, le magasinage transfrontalier était en baisse continue, mais il est passé de 1,8 milliard de dollars à 2 milliards de dollars au cours de la première année suivant l'imposition de la taxe. De plus, au cours de la première année, le nombre de pertes d'emplois dans l'industrie des aliments au détail du Danemark a été estimé à 1 300. Selon les sondages d'opinion, 57 % des ménages danois effectuaient leurs achats en Allemagne, comparativement à 47 % avant l'instauration de la taxe²³. L'empressement des consommateurs danois à parcourir des distances importantes afin d'acheter des produits alimentaires familiers, comme le beurre ou la viande, démontre la difficulté de contrôler les choix alimentaires personnels à l'aide de taxes sur les aliments et les boissons. La même impulsion d'acheter ailleurs pour éviter les taxes est visible dans des expériences plus récentes dans des villes des États Unis qui imposent des taxes sur les boissons gazeuses. (Voir la partie 5.)



PLEINS FEUX SUR LE DANEMARK

En 2011, l'instauration de la taxe sur les matières grasses au Danemark a conduit à un tollé général; elle a d'ailleurs été révoquée 15 mois plus tard. Presque 80 % des Danois désapprouvaient la taxe, principalement en raison de son incidence sur les choix alimentaires personnels, alors que la principale préoccupation pour le gouvernement était son effet sur les emplois et les habitudes d'achat. Lors de l'annonce de la révocation de la taxe, le ministère des Finances du Danemark a déclaré [traduction] « il semblerait que la taxe sur les matières grasses ait [...] incité les Danois à se déplacer de l'autre côté de la frontière pour effectuer leurs achats²² ». Les magasins en Allemagne ont affiché avec empressement des pancartes indiquant « Sans taxe sur les matières grasses! » pour attirer les consommateurs danois.

Les résultats précédents suggèrent l'absence d'un lien fiable entre la consommation de boissons gazeuses et l'obésité. Cette observation peut être frustrante ou gênante pour les partisans des taxes sur les aliments et les boissons, mais elle n'est pas inattendue. Une recherche récente démontre, par exemple, qu'il n'existe pas de lien perceptible entre l'adoption d'une alimentation qui respecte le Guide alimentaire canadien – qui exclut délibérément les boissons gazeuses, les sucreries et les collations sucrées – et les cas d'obésité. Lors d'une étude portant sur presque 20 000 Canadiens et ayant pour but de comparer leur régime alimentaire aux normes du Guide alimentaire canadien, les chercheurs ont conclu que [traduction] « nous n'avons pas réussi à observer une relation significative entre le respect des [normes du guide alimentaire] et l'IMC, ce qui rejoint certaines études antérieures²⁴ ». Le régime alimentaire et la prise de poids sont

¹⁹ Gilly Hendrie et Rebecca Golley, « [Changing from regular-fat to low-fat dairy foods reduces saturated fat intake but not energy intake in 4-13 year old children](#) », *American Journal of Clinical Nutrition*, 2011, vol. 93, no 5.

²⁰ Ecorys, 2014

²¹ Ecorys, 2014

²² Skatteministeriet. « [Lavere afgifter for forbrugere – bedre konkurrencevilkår for virksomhederne.](#) » Danish Finance Ministry press release (in translation), November 10, 2012.

²³ Snowden, Christopher. « [The Proof of the Pudding: Denmark's fat tax fiasco.](#) » Institute for Economic Affairs. May 2013

²⁴ Jessri, Mahsa et al. « [Assessing the Nutritional Quality of Diets of Canadian Adults Using the 2014 Health Canada Surveillance Tool Tier System.](#) » *Nutrients*, Vol. 7, Issue 12 December 2015

des questions très complexes et il est naïf et non scientifique de penser qu'une solution simple comme une taxe sur les boissons gazeuses aura une incidence considérable et simpliste sur le métabolisme humain.

En résumé, les effets de la substitution – rechercher d'autres aliments non taxés ou modifier son comportement d'achat – jouent un rôle important dans la façon dont les taxes sur les aliments et les boissons modifient la consommation de calories. Les consommateurs montrent une indifférence habituelle à respecter les demandes des militants en santé publique. La même chose est vraie pour la réponse métabolique dynamique du corps humain envers un régime imposé de l'extérieur. Ces phénomènes minent drastiquement l'efficacité des taxes sur les aliments et les boissons et peuvent les rendre totalement inefficaces.

QUATRIÈME CONDITION : TOUTE DIMINUTION DE LA CONSOMMATION TOTALE DE CALORIES À LA SUITE DES TAXES SUR LES ALIMENTS ET LES BOISSONS DOIT MENER À UNE BAISSÉ CONSIDÉRABLE DES STATISTIQUES SUR L'OBÉSITÉ

Pour que les taxes sur les aliments et les boissons aient des répercussions réelles et significatives sur l'obésité, toute diminution de la consommation totale de calories entraînée par la taxe doit avoir un effet permanent sur les statistiques nationales.

Les défenseurs de la taxation des aliments ont longtemps affirmé qu'il existait un lien direct entre une taxe sur les boissons gazeuses et une réduction des taux d'obésité dans l'ensemble de la population. Toutefois, ces affirmations sont habituellement basées sur des suppositions prédictives ou

spéculatives. Par exemple, un article du *Journal of Health Economics* datant de 2013 utilise des modèles mathématiques pour affirmer qu'une taxe de 20 % sur les boissons gazeuses mènerait inévitablement à une perte de poids immédiate dans l'ensemble de la population de 0,73 kilogramme la première année et une perte cumulative de 1,32 kilogramme au cours des années suivantes aux États Unis²⁵. Au Mexique, des arguments similaires concernant la taxe sur les boissons gazeuses de 2014 affirmaient que la taxe donnerait lieu à une perte de poids moyenne de 0,91 à 1,81 kilogramme dans la population ou à une réduction de 2,7 % de la masse corporelle totale²⁶. Presque toutes les études qui affirment que les taxes sur les boissons gazeuses mènent à des effets bénéfiques sur la santé se basent sur des modélisations mathématiques abstraites plutôt que sur l'évaluation de données réelles²⁷.

Vérifier ces affirmations spéculatives est relativement simple. Des changements de plus de 0,45 kilogramme par personne dans le poids corporel d'une population au cours d'une seule année seraient immédiatement visibles dans les données sur l'IMC d'un pays, une mesure utilisée pour calculer les taux d'obésité²⁸. Appliquer ces prévisions aux faits réels des pays possédant déjà des taxes sur les aliments et les boissons, toutefois, n'indique aucune preuve tangible de changement dans les statistiques de l'IMC national. Parmi les pays ciblés qui expérimentent actuellement des taxes sur les aliments – les États Unis, la Hongrie, la France, le Danemark et le Mexique –, il n'y a eu aucune baisse de l'IMC national durant la période de mise en œuvre des taxes²⁹. Dans la plupart des pays, les statistiques sur l'obésité ont augmenté de façon continue.

²⁵ Eric Finkelstein et coll., « [Implications of a sugar-sweetened beverage \(SSB\) tax when substitutions to non-beverage items are considered](#) », *Journal of Health Economics*, 2013, vol. 32.

²⁶ Jeffrey Grogger, « [Soda Taxes and the Prices of Sodas and Other Drinks: Evidence from Mexico](#) », Institute for the Study of Labor, document de discussion IZA no 9682, janvier 2016.

²⁷ Alexandra Wright et coll., « [Policy lessons from health taxes: a systematic review of empirical studies](#) », *BMC Public Health*, 2017.

²⁸ L'indice de masse corporelle (IMC) est calculé au moyen du poids d'une personne en kilogrammes divisé par sa taille en mètres carrés. Un IMC entre 18,5 et 25 indique un poids normal ou idéal. Un IMC entre 25 et 30 indique un excès de poids. Un IMC supérieur à 30 est un indicateur d'obésité.

²⁹ NCD Risk Factor Collaboration. Voir www.ncdrisc.org/data-downloads-adiposity.html.



PLEINS FEUX SUR LE MEXIQUE

Comme nous l'avons vu précédemment, la conséquence la plus positive de la nouvelle taxe sur les boissons sucrées du Mexique est que la consommation par habitant a chuté de 7,6 % au cours des deux premières années de l'application de la taxe. En passant outre le débat sur la fiabilité de cette preuve, s'agit-il d'un pourcentage important? Par personne, une baisse de 7,6 % correspond à une réduction de 13,9 ml de boisson gazeuse par jour. Cette quantité équivaut à un peu moins d'une cuillerée à table ou à une minuscule gorgée d'une cannette de 330 ml standard. Il est peu probable qu'une si petite quantité (environ six calories par jour) ait des répercussions visibles sur les statistiques relatives à l'IMC. En fait, les données démontrent que l'IMC a grimpé durant l'année suivant l'instauration de la taxe. Selon le site Web de la NCD Risk Factor Collaboration, l'IMC moyen des hommes au Mexique a augmenté de 27,39 à 27,47 en 2014. L'IMC des femmes a connu une augmentation encore plus importante. Ces statistiques contredisent les affirmations des défenseurs de la taxe, selon lesquels celle-ci entraînerait une diminution immédiate de 0,91 à 1,81 kilogramme du poids moyen dans l'ensemble de la population³⁰.



PLEINS FEUX SUR LA FRANCE

La taxe sur les boissons gazeuses de la France, instaurée en 2012, a réduit leur consommation d'environ 3 à 3,5 litres par personne annuellement³¹. Bien que cette quantité semble importante, elle se traduit par une réduction de moins de 10 ml par jour par personne. Une gorgée encore plus petite. Depuis 2011, les taux d'obésité ont grimpé pour les Français et se sont stabilisés pour les Françaises.



PLEINS FEUX SUR LES ÉTATS UNIS

En utilisant le grand ensemble de données disponibles aux États-Unis, étant donné les nombreuses décennies d'expérience avec les taxes sur les boissons gazeuses à l'échelle des États, et les données sur l'obésité, les chercheurs de l'Evans School of Public Affairs à la University of Washington ont étudié les répercussions des taxes sur l'obésité et n'ont trouvé [traduction] « aucune relation entre les taxes sur les boissons gazeuses et l'IMC³² ». Dans certains cas, l'IMC a grimpé alors que les taxes sur les boissons gazeuses étaient instaurées, indiquant que l'IMC et la consommation de boissons gazeuses sont tout à fait indépendants. La conclusion : [traduction] « Nos recherches n'appuient pas la théorie selon laquelle les taxes sur les boissons gazeuses ont un effet négatif sur l'indice de masse corporelle. » Les statistiques relatives à l'IMC ont augmenté considérablement pour les hommes et les femmes aux États Unis.



PLEINS FEUX SUR LE CANADA

Selon une recherche menée en 2017 par la School of Public Health and Health Systems de l'Université de Waterloo, une taxe de 20 % sur les boissons sucrées de toutes sortes (ce qui comprend les boissons gazeuses, les laits aromatisés, les boissons énergisantes et les jus de fruits purs à 100 %) apporterait des améliorations importantes et mesurables à la santé et au poids des Canadiens³³. Cette étude, financée par la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC, indique qu'au cours des 25 prochaines années, une taxe sur les boissons sucrées sauverait la vie de 13 000 Canadiens, en plus de prévenir 200 000 cas de diabète, 60 000 cas de cardiopathie ischémique, 20 000 cas de cancer et 8 000 accidents vasculaires cérébraux. Une diminution de l'IMC canadien de 0,43 point pour les hommes et 0,34 point pour les femmes est également prévue. Il s'agit d'une liste très précise et exhaustive d'effets bénéfiques sur la santé. Le rapport indique que ces effets sont rendus possibles grâce à une taxe sur les boissons gazeuses qui diminuerait la consommation quoti-

³⁰. Grogger, 2016.

³¹. Ecorys, 2014

³². Dani Fitts et Amelia Vader, « The Effect of State Level Soda Tax on Adult Obesity », *Evans School Review*, 2013, vol. 3, no 1.

³³. Jones, 2017

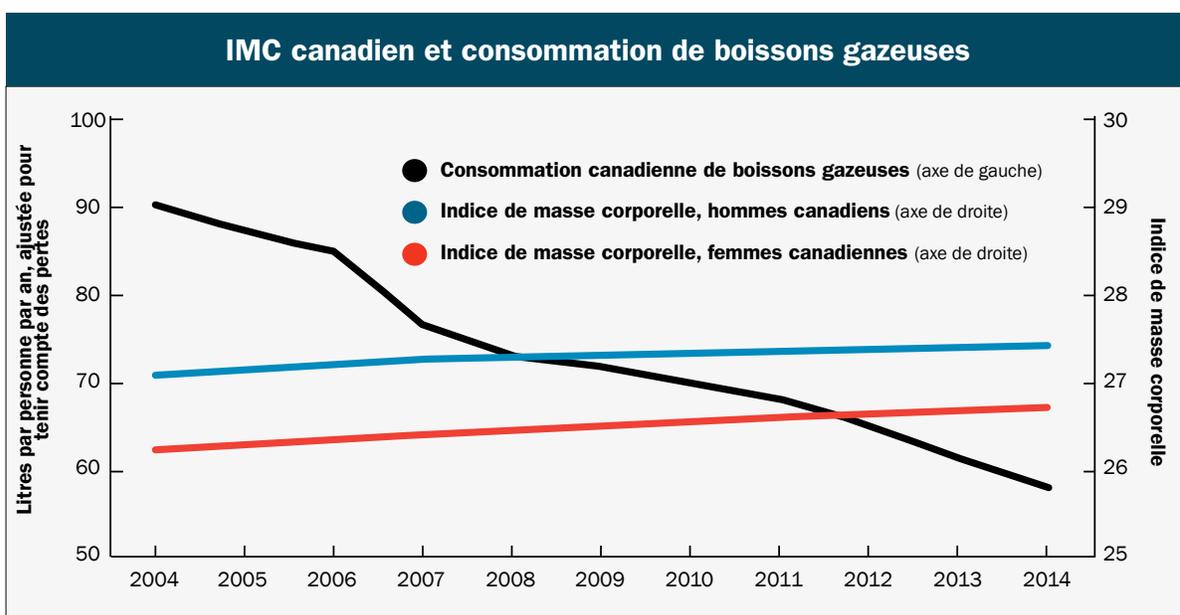
dienne de boissons de 25 calories par jour. Ces affirmations résistent-elles à un examen approfondi?

En raison de leurs goûts changeants, les Canadiens ont déjà réduit leur consommation de boissons gazeuses au cours des dix dernières années. Entre 2004 et 2015, par exemple, les ventes de boissons gazeuses par habitant ont chuté de 27 %. Au total, la consommation de boissons sucrées a diminué d'environ 12 %. Cette baisse correspond à environ 28 calories par jour. Ce pays, autrement dit, a déjà connu une diminution réelle de la consommation de calories en boisson supérieure à celle prévue en raison de la taxe proposée. Qu'est-il arrivé à l'IMC canadien durant cette période? Il a maintenu sa hausse constante. L'IMC de l'homme adulte a augmenté de 0,34 point depuis 2004 (de 27,08 à 27,42), et l'IMC de la femme adulte a augmenté de 0,47 point (de 26,22 à 26,69). Ces données contredisent les affirmations de l'étude de l'Université de Waterloo selon lesquelles une diminution de la consommation de boissons gazeuses conduirait inévitablement à une baisse de l'IMC. Les Canadiens boivent déjà moins de boissons gazeuses, mais l'IMC et les indicateurs de l'obésité continuent d'augmenter. Devant ces faits, il n'y a aucune raison de croire qu'une taxe sur les boissons sucrées fonctionnerait comme on le prétend.

consommation générale de calories des citoyens suivant la mise en place de la taxe diminuera de seulement 5 calories par jour, ce qui équivaut à 0,2 % de l'apport calorique quotidien recommandé³⁴. Une diminution de la consommation de boissons gazeuses est susceptible d'être accompagnée d'une augmentation presque équivalente de la consommation de lait et de jus. Étrangement, le plan britannique exclut de la taxe de nombreuses boissons riches en sucres (y compris les laits frappés) craignant que les jeunes filles, en particulier, ne consomment pas suffisamment de calcium. De telles circonvolutions montrent les problèmes inhérents lorsque l'on tente de manipuler l'alimentation du public par l'entremise de mesures fiscales.

En résumé, de nombreux exemples de partout dans le monde démontrent que les taxes sur les aliments et les boissons n'ont qu'une répercussion très faible, voire inexistante, sur l'obésité très faible, voire inexistante, dans les pays qui ont adopté de telles politiques. Malgré le récent intérêt des militants et des politiciens en santé publique envers les taxes sur les aliments et les boissons, la grande majorité des données contredisent leur utilité à titre d'outil pour combattre l'obésité. Cela s'explique par le fait que les décisions des consommateurs sont influencées par une multitude de facteurs comportementaux, sociétaux, géographiques et biologiques – beaucoup d'entre eux étant complètement indépendants de la politique fiscale. En fait, il semble n'y avoir aucun lien entre la consommation de soda et l'obésité. Alors que la demande en boisson gazeuse diminue depuis une décennie au Canada, les taux d'obésité continuent d'augmenter. Pour quelle raison une taxe sur les boissons gazeuses ferait-elle une différence?

Les résultats ne montrant aucune répercussion des taxes sur le poids corporel ne sont pas exclusifs aux pays ciblés. En Grande-Bretagne, où une taxe sur les boissons gazeuses a été proposée pour 2018, une étude de l'Oxford Economics prévoit que la



³⁴. Oxford Economics, *The Economic Impact of the Soft Drinks Levy: Final Report*, août 2016

PARTIE 4 :

AUTRES MÉTHODES POUR ÉVALUER LES TAXES SUR LES ALIMENTS ET LES BOISSONS

Au-delà de notre recherche sur les quatre conditions fiscales requises pour que les taxes sur les aliments et les boissons aient une incidence sur les taux d'obésité, d'autres experts ont examiné l'efficacité de telles taxes à l'aide de différentes mesures ou normes. Voici quelques points de vue différents sur la pertinence ou l'efficacité de l'utilisation de taxes sur les aliments et les boissons pour influencer l'obésité.

Politique fiscale efficace

Un article récent du Tax Policy Center situé aux États Unis (une initiative conjointe de l'Urban Institute et de la Brookings Institution) examine la question de la taxation des boissons gazeuses sous l'angle d'une bonne conception fiscale. Le rapport indique que les taxes sont des mesures d'intervention adéquates lorsqu'il existe [traduction] « une relation étroite entre l'activité ou le produit taxé et les effets négatifs qu'il entraîne ». Bien que de nombreux défenseurs de la taxe sur les aliments citent l'expérience des taxes sur le tabac pour appuyer les affirmations pour un régime alimentaire contrôlé par des mesures fiscales, cet argument est miné par la complexité de l'obésité, ainsi que par l'absence d'un mécanisme dose-réponse. Chaque cigarette représente un risque indéniable pour la santé, ce qui n'est pas le cas pour chaque cannette de boisson gazeuse ou chaque beignet. La grande majorité des gens peuvent profiter d'un petit plaisir sucré sans aucune conséquence négative sur leur santé ou sans augmenter leur risque de devenir obèse. En fait, les calories sous toutes leurs formes sont une composante nécessaire d'une alimentation saine. Selon le Tax Policy Center, [traduction] « la relation imparfaite entre la dose et la réponse [...] est une restriction importante³⁵ » des taxes sur les aliments et les boissons.

Intervention politique efficace

Dans un sondage complet sur les moyens d'intervention potentiels pour combattre la hausse des taux d'obésité, le cabinet de conseil McKinsey & Company a étudié 74 interventions de politique publique possibles³⁶. Il a réduit ce nombre à 44 mesures d'intervention spécifiques dans 16 catégories différentes en utilisant différents filtres, comme l'efficacité par rapport au coût, l'étendue des améliorations à prévoir et la qualité des données disponibles. Selon ce processus d'évaluation rigoureux, l'utilisation de taxes – plus particulièrement une taxe de 10 % sur les boissons gazeuses – a été classée au 13e rang parmi 16 stratégies. Les taxes sur les aliments se sont vu attribuer le classement le plus bas pour la solidité des données : [traduction] « aucune preuve directe de changement relative au poids, à la consommation ou au niveau de l'activité physique ». Le cabinet a évalué que les changements relatifs à la taille des portions, aux campagnes de sensibilisation et aux efforts des fabricants pour reformuler leurs produits afin de réduire la teneur en sucre, en matières grasses et en sel étaient des possibilités beaucoup plus prometteuses pour combattre l'obésité.

³⁵. Marron, Donald et coll., [Should we tax unhealthy foods and drinks?](#), Tax Policy Center. décembre 2015

³⁶. McKinsey Global Institute, [Overcoming Obesity: An initial economic analysis](#), novembre 2014

Liste de 16 interventions classées selon un rapport coût-bénéfice et leur impact selon le rapport de McKinsey

1. Contrôle des portions
2. Reformulation
3. Disponibilité des aliments riches en calories
4. Programmes de contrôle du poids
5. Éducation parentale
6. Programme scolaire
7. Fourniture de repas santé
8. Chirurgie
9. Étiquetage
10. Prix promotionnels
11. Médicaments
12. Restrictions dans les médias
13. Taxe de 10% sur les produits trop sucrés
14. Programmes de santé au travail
15. Transport actif
16. Campagnes de santé publique

Contrôle de l'alimentation efficace

Une autre approche exhaustive pour évaluer l'efficacité d'une taxe sur les boissons gazeuses comprend une méta-analyse de 880 articles de différentes revues spécialisées sur le sujet³⁷. Les auteurs, de la Behaviour and Health Research Unit à la University of Cambridge, ont trouvé que ce grand ensemble de données ne fournissait aucune indication favorable à la taxation comme méthode utile pour contrôler l'alimentation. Ils ont souligné [traduction] « un besoin d'user de prudence lors du développement d'une politique basée sur des données restreintes et des hypothèses trop simples sur la façon dont la population réagirait aux changements de prix ». Les chercheurs sont également en désaccord avec [traduction] « les affirmations trop positives formulées par certains auteurs en faveur de l'utilisation d'instruments économiques pour améliorer le comportement lié à la santé de la population ». Les auteurs en ont conclu que le cas des taxes sur les aliments et les boissons est [traduction] « moins convaincant que certains adeptes l'ont affirmé ». Il ne s'agit évidemment pas d'un appui retentissant, malgré ce que les défenseurs peuvent affirmer.

³⁷ Ian Shemilt et coll., « [Economic Instruments for Population Diet and Physical Activity Behaviour Change: A Systematic Scoping Review](#) », *PLOS One*, 2013, vol. 8.

PARTIE 5 : RÉPERCUSSIONS GÉNÉRALES DES TAXES SUR LES ALIMENTS ET LES BOISSONS

Bien qu'il n'existe aucun lien établi entre les taxes sur les aliments et les boissons et la réduction de l'obésité ou les autres mesures en matière de santé, et que de telles taxes échouent à de nombreux critères de politique publique, elles peuvent avoir des effets réels et considérables autrement. Voici un résumé de certains arguments importants contre les taxes sur les boissons gazeuses autres que leur incapacité à influencer les taux d'obésité.

La taxation des aliments et des boissons est régressive

Le fardeau des nouvelles taxes sur les aliments et les boissons n'est pas partagé de façon uniforme dans la société. Les ménages des classes socio-économiques inférieures dépensent une plus grande proportion de leurs revenus en aliments et en boissons que les ménages de classes supérieures. Les personnes à faible revenu ont également tendance à consommer proportionnellement plus d'aliments et de boissons ciblés par les taxes. Par conséquent, toutes les mesures visant à augmenter le prix des boissons gazeuses ou d'autres aliments ou boissons à haute teneur calorique auront tendance à être régressives – touchant davantage les familles pauvres que les riches. Une étude du Tax Policy Center portant sur les conséquences d'une taxe de 0,01 \$ par 30 ml de boisson gazeuse dans l'ensemble des États-Unis a révélé que la moyenne du fardeau fiscal supplémentaire sur le quintile de revenu inférieur serait presque cinq fois plus grande (0,19 % versus 0,04 %) que le fardeau sur le quintile de revenu supérieur³⁸.

Le caractère régressif des taxes sur les aliments et les boissons est parfois présenté comme une qualité. Puisque le régime alimentaire des classes socio-économiques inférieures est souvent déficient, les taxes qui touchent ces groupes encourageraient une meilleure réponse. Cet argument a souvent

été utilisé en faveur de la taxe sur les boissons gazeuses du Mexique³⁹. Cette approche à l'égard de la politique publique semble très punitive et chargée de conflits éthiques. Pourquoi les pauvres devraient-ils souffrir davantage d'une nouvelle taxe que les riches?

Les tentatives de contrôler les choix alimentaires personnels par l'entremise des prix sont impopulaires et injustes

L'impopularité de la taxe sur les matières grasses du Danemark devrait être considérée comme un événement marquant dans un pays qui a longtemps accepté des niveaux d'imposition élevés. Elle démontre également le mécontentement généralisé de la population envers les efforts du gouvernement de contrôler l'alimentation et les choix personnels des citoyens. L'expérience dans les villes des États-Unis qui font l'essai de taxes sur les boissons gazeuses et d'autres mesures révèle, de plus, qu'il s'agit d'un sujet très chaud qui mène souvent à des politiques controversées et à de longues contestations judiciaires.⁴⁰ Au Canada, un sondage révèle que presque les deux tiers des Canadiens croient qu'il n'est pas approprié que le gouvernement décide d'imposer une taxe sur certains aliments, et non sur d'autres⁴¹.

Le mécontentement du public envers les nouvelles taxes sur les aliments et les boissons est devenu plus évident alors que de telles propositions ont proliféré au niveau municipal, particulièrement aux États Unis. Bien que plusieurs villes aient récemment adopté une taxe sur les boissons gazeuses, dont Seattle, Philadelphie, San Francisco et Boulder (Colorado), beaucoup d'autres ont rejeté catégoriquement cette idée. En mai 2017, une taxe sur les boissons gazeuses de 0,02 \$ USD par 30 ml a été rejetée lors d'un référendum à l'échelle

³⁸. Marron et coll., 2015.

³⁹. Colchero, 2017

⁴⁰ Hal Dardick et John Byrne, « [Vote to repeal Cook County soda tax delayed a month, as ad campaigns continue](#) », *Chicago Tribune*, 14 septembre 2017.

⁴¹. Peter Shawn Taylor, [Taxes au menu : Pourquoi les taxes sur les aliments et les boissons ne feront pas maigrir les Canadiens, mais engraisseront énormément leurs gouvernements](#), Fédération canadienne des contribuables, novembre 2013.

municipale à Santa Fe, au Nouveau-Mexique, au cours duquel 60 % des citoyens ont voté contre⁴². À Chicago, une taxe de 0,01 \$ USD par 30 ml a été imposée en août 2017, puis abolie seulement quelques semaines plus tard en raison du tollé général; les sondages d'opinion ont montré que presque 90 % des électeurs désapprouvaient la mesure⁴³. Récemment, l'état du Michigan a adopté une loi qui interdit à ses municipalités de décréter des taxes sur les boissons gazeuses ou sur d'autres aliments⁴⁴.

L'une des raisons du rejet des taxes sur les aliments et les boissons est leur caractère injuste. De telles taxes sont un outil brutal qui ne peut faire de distinction entre les personnes qui sont obèses ou susceptibles d'avoir des problèmes de santé et ceux qui ne le sont pas. Une taxe appliquée au Gatorade ou autre boisson pour sportifs, par exemple, forcerait les personnes en santé qui consomment ces produits dans le cadre de leur mode de vie actif à payer davantage pour ce privilège. Punir les citoyens en santé avec ces types de taxes est évidemment injuste.

Les taxes sur les aliments et les boissons procurent une nouvelle source lucrative, et illégitime, de revenus pour les gouvernements

Quels que soient leurs effets sur les taux d'obésité, les taxes sur les boissons gazeuses se sont avérées être une méthode extrêmement efficace pour augmenter les revenus des gouvernements. Le Mexique, par exemple, a initialement budgétisé 1 milliard de dollars en revenus pendant la première année de l'application de la taxe sur les boissons gazeuses; la part réelle du gouvernement était de 1,5 milliard de dollars. L'année suivante, les revenus ont encore largement dépassé les attentes. Le fait que les revenus continuent de dépasser les prévisions peut être vu comme une autre preuve de la demande inélastique en boissons gazeuses au Mexique. Ces taxes pourraient devenir un nouvel outil privilégié afin d'augmenter les revenus du gouvernement, comme le suggère l'expérience inquiétante du Mexique. En vue d'une taxe sur les boissons gazeuses prévue en 2018 en Grande-Bretagne, le cabinet de conseil Oxford Economics prédit un profit de

presque 700 millions de dollars pour le gouvernement britannique⁴⁵.

Au Canada, une taxe d'accise de 20 % sur toutes les boissons sucrées, y compris les jus de fruits purs à 100 %, est estimée d'une valeur de 1,7 milliard de dollars par année en recettes fiscales fédérales⁴⁶. Les défenseurs des taxes soutiennent que cet argent doit être consacré à de nouvelles dépenses en santé publique. Comme il a été mentionné auparavant, les taxes sur les aliments et les boissons n'entraînent toutefois pas les résultats souhaités visant à réduire l'obésité ou les statistiques relatives à l'IMC national. Appliquer de nouvelles taxes sur les nécessités des ménages, comme les aliments et les boissons, devrait être considéré comme une violation des principes d'une politique fiscale saine : équité, efficacité et nécessité. La taxation des aliments et des boissons ne répond à aucun de ces critères.

Les aliments et les boissons sont déjà taxés au Canada

En prévision de la taxe sur les boissons gazeuses dans les Territoires du Nord-Ouest, il faut prendre note que les Canadiens paient déjà des taxes supplémentaires à l'achat de boissons gazeuses ou d'autres aliments. Selon une note récente du ministère des Finances Canada :

[traduction] Le système fiscal procure déjà un moyen de dissuasion pour l'achat de boissons édulcorées au moyen de l'application générale de la TPS et de la TVH. Les produits alimentaires de base, soit les fruits et légumes, les œufs et la plupart des produits laitiers, ainsi que la viande fraîche, le poulet et le poisson ne sont pas assujettis à la TPS ni à la TVH; les produits comme les boissons gazeuses, les friandises et les collations ne sont pas considérés comme des produits alimentaires de base et sont donc assujettis à la TPS et à la TVH⁴⁷.

Les acheteurs canadiens de boissons gazeuses doivent payer la TVH actuelle de 5 %, en plus des taxes de vente provin-

⁴² Morgan Lee, « [Santa Fe Voters Reject Soda Tax, Hand Rare Win to Industry](#) », U.S. News and World Report, 3 mai 2017.

⁴³ The Economist, « [Chicago's soda tax is repealed](#) », 13 octobre 2017.

⁴⁴ Kathleen Gray, « [Michigan Senate says no to local taxes on pop, food, chewing gum](#) », Detroit Free Press, 4 octobre 2017.

⁴⁵ Oxford Economics, 2016.

⁴⁶ Jones et coll., 2017.

⁴⁷ Ministère des Finances Canada, *Analyse des enjeux liés à une taxe potentielle sur les boissons gazeuses*, note d'information à l'intention du ministre, 29 janvier 2016. Obtenue par l'entremise d'Accès à l'information.

ciales en vigueur qui peuvent s'élever à 10 %. Les boissons gazeuses sont donc déjà taxées au Canada à un taux pouvant aller jusqu'à 15 %.

La taxation des aliments et des boissons punit les entreprises de façon arbitraire

La création de nouvelles taxes sur les aliments impose souvent un fardeau arbitraire et injuste aux entreprises. Cette situation est très bien démontrée par l'expérience récente à Philadelphie.

Une taxe de 0,015 \$ USD par 30 ml est imposée sur les boissons gazeuses sucrées et diètes depuis janvier 2017 à Philadelphie. Après deux échecs à obtenir l'appui pour une telle taxe à l'aide d'arguments relatifs à l'obésité, les défenseurs ont modifié leur approche en affirmant que la taxe était nécessaire pour financer l'éducation préscolaire. Cet argument a été suffisant pour gagner l'approbation du conseil municipal. Toutefois, la taxe est seulement prélevée à l'intérieur des limites de la ville de Philadelphie, et non dans la grande région métropolitaine. Par conséquent, la taxe a eu des répercussions importantes sur la façon dont les Philadelphiens achètent leur épicerie et sur l'endroit où ils effectuent leurs achats.

Selon les statistiques compilées par l'auditeur municipal de Philadelphie, qui agit à titre d'observateur impartial, l'épicerie urbaine moyenne à Philadelphie gagnait, avant la taxe, 330 000 dollars américains de plus qu'une épicerie de banlieue⁴⁸. À la suite de la taxe, les épiceries urbaines gagnaient en moyenne presque 200 000 dollars américains de moins. Les ventes par magasin des deux plus grandes chaînes d'épicerie à l'intérieur des limites de la ville ont chuté de 13 % au cours des six mois suivant l'application de la taxe. Les ventes dans les épiceries de banlieue ont grimpé au même moment. Ce revirement dramatique a été causé par le choix des consommateurs d'acheter hors des limites de la ville pour profiter du prix inférieur des boissons gazeuses. Les ventes de boissons sucrées des épiceries urbaines ont chuté de

57 % au cours du premier semestre de 2017. En revanche, les épiceries de banlieue ont vu leurs ventes de boissons sucrées augmenter de 14 %. Un changement si radical dans les ventes des épiceries est manifestement une perversion d'une bonne politique publique. Les politiques du gouvernement ne devraient jamais intervenir dans le secteur privé d'une manière aussi évidente et négative. Cette baisse considérable des ventes a également mené à des recettes fiscales inférieures aux prévisions de 7 millions de dollars américains, provoquant le sous-financement du système préscolaire promis à la ville⁴⁹.

L'expérience à Philadelphie souligne les conséquences dramatiques que les taxes sur les aliments peuvent avoir sur la rentabilité des entreprises, mais cet exemple n'est certainement pas le seul. Le rapport d'Ecorys pour la Commission européenne conclut que [traduction] « l'application de taxes sur les aliments augmente les frais pour les entreprises, particulièrement les frais administratifs⁵⁰ ». La taxe sur les matières grasses du Danemark s'est démarquée par son fardeau administratif excessif⁵¹. De telles menaces envers la rentabilité sont généralement une plus grande préoccupation pour les petites et moyennes entreprises, qui ont tendance à être moins aptes à survivre à de tels problèmes, que pour les multinationales. De cette façon, les taxes sur les aliments et les boissons peuvent bénéficier aux grandes entreprises aux dépens des plus petites. En Grande-Bretagne, le rapport de l'Oxford Economics estime la perte de 4 000 emplois à la suite de l'application de la taxe sur les boissons gazeuses prévue et une baisse du PIB de plus de 200 millions de dollars⁵².

⁴⁸ Alan Butkovitz. [Impact of the Beverage Tax on Philadelphia's Grocery Stores](#), Office of the City Controller, Philadelphie, 18 septembre 2017.

⁴⁹ Scott Drenkard et Courtney Shupert, [Soda Tax Experiment Failing in Philadelphia Amid Consumer Angst and Revenue Shortfalls](#). Tax Foundation, août 2017.

⁵⁰ Ecorys, 2014

⁵¹ Snowdon, 2013

⁵² Oxford Economics, 2016

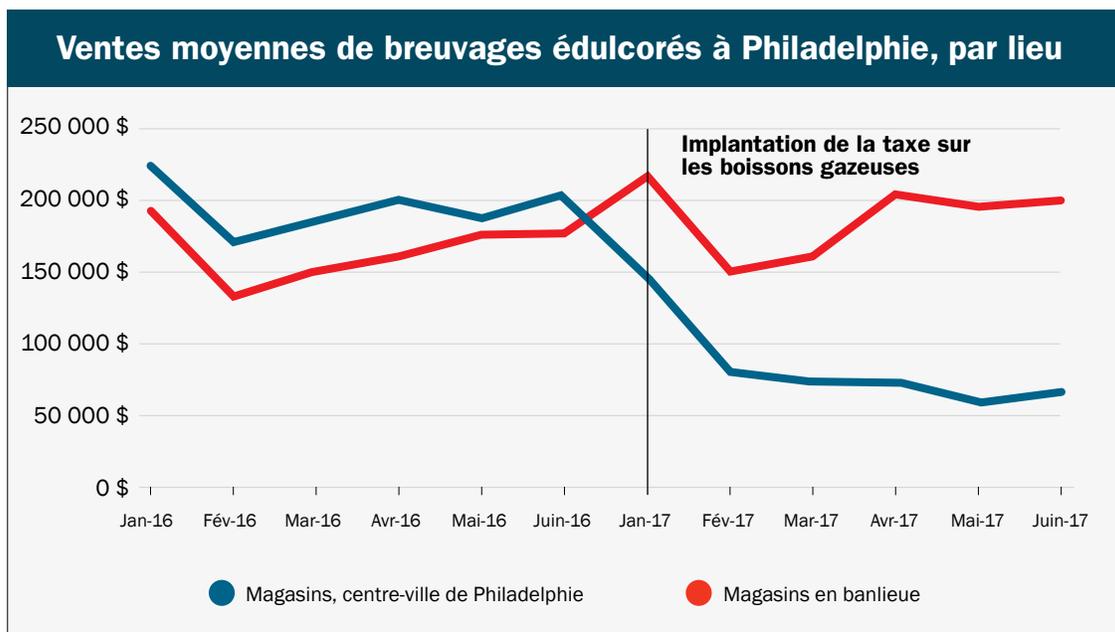
Les taxes sur les aliments et les boissons peuvent engendrer d'autres conséquences négatives involontaires

Au-delà de ses répercussions sur la rentabilité individuelle des épiceries, la taxe sur les boissons gazeuses de Philadelphie menace de nuire à l'accessibilité des aliments à l'intérieur de la ville, entraînant des effets régressifs. Les épiceries urbaines jouent un rôle important afin de rendre les aliments nutritifs facilement disponibles dans les quartiers urbains à faible revenu. Cependant, les conséquences de la taxation des boissons gazeuses sur la rentabilité de ces magasins menacent sérieusement ce rôle. Selon le rapport de l'auditeur municipal de Philadelphie sur la taxe sur les boissons gazeuses : [traduction] « la taxe pourrait représenter une véritable menace à la viabilité des épiceries [...] qui jouent un rôle essentiel afin de fournir des aliments sains et frais dans les quartiers défavorisés⁵³ ». Alors que les résidents mieux nantis peuvent facilement effectuer leurs achats dans les magasins éloignés en banlieue, les résidents urbains à faible revenu n'ont souvent pas accès au moyen de transport nécessaire pour en profiter également. La fermeture des épiceries du centre-ville pourrait ainsi avoir un effet dévastateur sur l'approvisionnement en aliments de qualité dans les zones plus pauvres. Une taxe sur les boissons gazeuses imposée pour des raisons de santé publique pourrait ainsi mener à une importante réduction de

l'accès aux aliments nutritifs pour les Philadelphiens à faible revenu. Ce résultat est totalement illogique.

Les subventions alimentaires échouent aussi souvent que les taxes sur les aliments et les boissons

Étant donné les échecs évidents des taxes sur les aliments et les boissons à avoir des répercussions sur les calories consommées ou les taux d'obésité, certains militants en santé publique et médias se sont mis à recommander les subventions sur les aliments sains plutôt que la taxation des aliments dits malsains⁵⁴. Ce sujet mérite sa propre recherche, mais il suffit de noter dans ce texte que de telles politiques sont tout aussi problématiques. Au cours d'une expérience de laboratoire, les chercheurs de l'Université de Buffalo ont observé la réaction des clientes lorsqu'elles recevaient des subventions sur des aliments sains et peu caloriques⁵⁵. Plutôt que d'augmenter leur consommation de produits sains au lieu de produits malsains, les clientes dépensaient [traduction] « l'argent économisé à l'achat d'aliments sains pour obtenir davantage de produits moins sains ». Les chercheurs ont conclu que : « ces résultats suggèrent qu'il est peu probable qu'une subvention sur les aliments sains ait une influence positive sur les taux d'obésité. »



Source : www.philadelphiacontroller.org/publications/SodaTax_SalesImpact_September2017.pdf

⁵³ Butkovitz, 2017

⁵⁴ Comité de rédaction du Globe and Mail, « [How to get people to eat their veggies](#) », *The Globe and Mail*, 6 août 2017.

⁵⁵ Leonard K. Epstein et coll., « [The Influence of Taxes and Subsidies on Energy Purchased in an Experimental Purchasing Study](#) », *Psychological Science*, 2010, vol. 21.

CONCLUSION

Étant donné la soudaine popularité et la propagation rapide des taxes sur les aliments et les boissons parmi les gouvernements du monde entier, une question évidente se pose : Sont-elles une réussite? La réponse dépend de la définition de réussite.

Toute taxe sur les aliments et les boissons augmentera évidemment le prix des produits taxés. L'équivalence de cette augmentation de prix avec le taux de taxation dépend de plusieurs facteurs, mais il est raisonnable de supposer qu'une taxe sur les boissons gazeuses, par exemple, en augmenterait le prix. Ces taxes généreraient davantage de recettes fiscales pour les gouvernements. Au-delà de ces deux certitudes, toutefois, la majorité des données internationales démontrent qu'au bout du compte les taxes sur les aliments et les boissons n'ont aucune incidence sur la perte de poids ou les taux d'obésité.

L'élasticité de la demande influence dans quelle mesure les consommateurs choisissent de diminuer leur consommation d'un produit taxé. Selon l'expérience en Europe et au Mexique, la diminution des achats des consommateurs est considérablement inférieure au montant de la taxe. Il semble donc que la demande soit inélastique, ce qui mine les efforts qui visent à contrôler l'alimentation au moyen de mesures fiscales. Les consommateurs, en réalité, résistent à toute la rigueur de la taxe.

D'autres facteurs font également obstacle à l'objectif des taxes sur les aliments et les boissons, qui est de réduire la consommation totale de calories pour ainsi réduire les taux d'obésité. La régulation dynamique du métabolisme humain, par exemple, combat les réductions de calories imposées de l'extérieur, atténuant les effets de la taxe sur le poids corporel. De même, les consommateurs qui font face à des taxes sur les aliments et les boissons font des substitutions afin de maintenir un apport calorique constant. Ces substitutions

peuvent notamment être de remplacer les produits taxés par des produits non taxés (p. ex. du jus ou du lait au chocolat au lieu du cola), de se procurer des produits de marques moins chères, d'acheter dans des magasins à bas prix ou de se livrer au magasinage transfrontalier. Toutes ces activités réduiront les effets d'une taxe sur les aliments ou les boissons.

La mesure ultime du succès d'une taxe visant à réduire l'obésité est, évidemment, de voir si elle mène à une baisse observable des taux d'obésité. Les données sont incontestables. Plusieurs années après l'imposition de taxes sur les aliments et les boissons visant explicitement à réduire l'obésité, rien ne prouve leur efficacité. Les taux d'obésité continuent de grimper malgré les prix plus élevés des boissons gazeuses dans de nombreux pays.

Le Canada offre un exemple qui contredit les affirmations selon lesquelles une diminution de la consommation de boissons gazeuses réduirait l'obésité. Entre 2004 et 2015, la demande canadienne en boissons sucrées a chuté de 12 % en raison des changements d'habitudes et de préférences des consommateurs. Par habitant, cette réduction représente environ 28 calories par jour – ce qui est supérieur aux 25 calories par jour prévues au moyen d'une taxe de 20 % sur les boissons sucrées au cours des 25 prochaines années. Bien que les défenseurs des taxes affirment que leur proposition entraînerait une baisse très claire de l'IMC de 0,43 point pour les hommes et de 0,36 point pour les femmes, des données réelles indiquent exactement l'effet contraire. Entre 2004 et 2014 (les dernières statistiques disponibles), pendant que la consommation de boissons gazeuses chutait considérablement, l'IMC des Canadiens a augmenté de 0,34 point et celui des Canadiennes de 0,47 point.

La consommation de boissons gazeuses a diminué de façon significative au Canada sans qu'une taxe soit imposée. Pendant ce temps, l'IMC et les taux d'obésité ont augmenté de

façon constante. Pourquoi devrions-nous nous attendre à un résultat différent avec une taxe? La consommation de boissons sucrées n'est manifestement pas un indicateur fiable ou scientifique des tendances en matière d'obésité.

La seule réussite mesurable obtenue par les taxes sur les boissons gazeuses est l'augmentation des revenus des gouvernements. Au Mexique, les revenus découlant de la taxe sur les boissons gazeuses de 2014 ont sans cesse dépassé les attentes. Au Canada, on prévoit qu'une taxe de 20 % sur les boissons sucrées rapportera 1,7 milliard de dollars à Ottawa, quoique ce montant puisse être sous-estimé étant donné l'expérience du Mexique. Même si les militants en santé publique soutiennent que le montant de ce profit est un avantage important, le simple fait qu'une taxe sur les aliments et les boissons engendrera de nouvelles recettes fiscales n'est pas un argument en sa faveur. Les nouvelles mesures fiscales doivent toujours être comparées aux critères obligatoires en matière de politique publique, soit l'équité, l'efficacité et la nécessité. La taxation des aliments et des boissons ne répond à aucun de ces critères.

L'expérience récente à Philadelphie fournit un avertissement supplémentaire à propos des conséquences involontaires des taxes mal conçues sur les aliments et les boissons. Cette taxe de 0,015 \$ USD par 30 ml a réduit drastiquement la rentabilité de grandes épiceries urbaines à Philadelphie, puisque les consommateurs choisissent maintenant d'effectuer leurs achats hors des limites de la ville pour profiter d'un meilleur prix. En plus de menacer de façon arbitraire la viabilité des épiceries du centre-ville, la taxe pourrait également réduire la disponibilité des aliments nutritifs dans les zones centrales de Philadelphie, où les résidents à faible revenu ont rarement la possibilité de se déplacer hors des limites de la ville pour effectuer leurs achats.

Le sort de la récente taxe sur les boissons gazeuses de Chicago est également instructif. À peine un mois après l'imposition de la taxe de 0,01 \$ USD par 30 ml sur les boissons édulcorées, elle a été révoquée en raison des protestations importantes des citoyens : presque 90 % des habitants du comté de Cook s'opposaient à la mesure. Comme au Danemark, il y a peu d'appui de la part du public pour les taxes qui visent délibérément à rendre les boissons et les aliments plus chers.

Finalement, nous devons reconnaître que la perte de poids et l'obésité sont des questions très complexes impliquant des facteurs biologiques, sociétaux et géographiques liés à la demande des consommateurs. La taxation des aliments et des boissons constitue une solution naïve et simpliste à un problème complexe. Les données réelles démontrent qu'elle ne fonctionne pas.